

PEACEBUILDING FUND
IRF project Budget or Duration Revision with No Overall Cost Implication¹

Project Title: AMANI NI NJIA YA MAENDELEO « La paix est la voie du développement »	Recipient UN Organization(s): <ul style="list-style-type: none"> - UNDP - UNESCO - UNHABITAT - OIM
Project Contact: 1. UN-Habitat Mr Ibrahima SAKHO +243 822897221 E-mail: Ibrahima.Sakho@unhabitat.org 2. UNESCO Mr. Abdourahamane DIALLO +243 818848253 E-mail: a.diallo@unesco.org 3. PNUD Mme Priya GAJRAJ +243 974 294 941 E-mail: priya.gajraj@undp.org 4. IOM Mr Jean-Philippe CHAUZY +243 82 733 98 27 Email: jpchauzy@iom.int	Implementing Partner(s) – name & type (Government, CSO, etc.): <ul style="list-style-type: none"> - RHA, APEC (CSO) : OIM partners - Justice Plus (CSO) : UNDP partner - WCS, WCG (international NGO) : UNESCO partners - La commission foncière de l'Ituri / CFI (Government) : Un-Habitat partner
MPTF Office Project Number: <i>Use existing MPTF project number</i>	Project Location: Province Orientale. Ex – District d’Ituri. Territoire de Mambasa : axé

¹ Please use this form ONLY to request (i) an extension of project implementation time with no cost increase and no substantive scope outcome change or (ii) a budget reallocation within the existing project budget with an effect of more than 15% on any budget category and no substantive outcome change.

	Mambasa –Epulu – Niania. (République démocratique du Congo)
Project Description: <i>One sentence describing the main reasons of the revised initial project document in terms of project strategy and how it contributes to the peacebuilding process in the country with reference to the main expected overall project outcomes / theory of change.</i>	Total Project Cost: 5.046.210 USD Peacebuilding Fund: 4.376.000 USD Government contribution: 00 USD Other: 670. 229 USD (Gouvernement norvégien)
	Project Start Date: 01/05/2014 Initial Project End Date: 31/05/2016 Revised End Date (if applicable): 31/08/2016
Gender Marker Score²: <u> 2 </u> <i>Score 3 for projects that have gender equality as a principal objective.</i> <i>Score 2 for projects that have gender equality as a significant objective.</i> <i>Score 1 for projects that will contribute in some way to gender equality, but not significantly.</i> <i>Score 0 for projects that are not expected to contribute noticeably to gender equality.</i>	
Project Outcomes: <ul style="list-style-type: none"> - Une vision collective à long terme pour la paix est formulée dans l'axe Mambasa-Epulu-Niania en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes et des minorités autochtones, et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés à travers des formations et sessions de sensibilisation. - Les mécanismes durables de mise en place d'un processus de dialogue entre les divers intervenants du conflit, par l'identification et la résolution pacifique des conflits sont renforcés afin de promouvoir un dialogue entre les communautés et les autorités. - L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue l'axe Mambasa-Epulu-Niania. - L'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur des services (de qualité) et devient moins patrimonial. - D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes vulnérables dont notamment les femmes et les groupes susceptibles d'être mobilisés par les groupes armés et leurs communautés. - La capacité du secteur agricole, et des activités génératrices de revenu afin de fournir des moyens de subsistance durable aux hommes et femmes, est améliorée. 	
PBF Focus Area³ which best summarizes the focus of the project: Promotion de la cohabitation et résolution pacifique des conflits (Priority Area 2)	

² PRSO monitors the inclusion of gender equality and women's empowerment all PBF projects, in line with SC Resolutions 1325, 1888, 1889, 1960 and 2122, and as mandated by the Secretary-General in his [report on the implementation of the 2008-2009-2010 budget](#).

³ PBF Focus Areas

1: Support the implementation of peace agreements and political dialogue (Priority Area 1):

(1.1) SSR; (1.2) RoL; (1.3) DDR; (1.4) Political Dialogue;

2: Promote coexistence and peaceful resolution of conflicts (Priority Area 2):

(2.1) National reconciliation; (2.1) Democratic Governance; (2.3) Conflict prevention/management

3: Revitalize the economy and generate immediate peace dividends (Priority Area 3):

(3.1) Employment; (3.2) Equitable access to social services

4) (Re-)establish essential administrative services (Priority Area 4)

(4.1) Strengthening of essential national state capacity; (4.2) extension of state authority/local administration; (4.3) Governance of peacebuilding resources (including JSC/PBF Secretariats)

(for IRF-funded projects)*

Recipient UN Organization(s)

Name of Representative

Signature

Name of Agency

Date & Seal

(Usually SRSG for mission settings and RC for non-mission settings. If it is a joint project all the Heads of UN Entities/Agencies receiving funds should sign)

Pour l'UNESCO

Mr. Abdourahamane DIALLO,

Représentant de l'UNESCO

Signature

Date et cachet

15/5/16



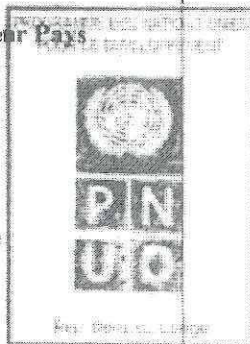
Pour le PNUD

Mme Priya GAJRAJ, Directeur Pays

Signature

Date et cachet

18/5/2016



Pour UN-Habitat

Mr Ibrahima SAKHO, Représentant Pays: R

Signature

Date et cachet

13/05/16



Representative of National Authorities

Name of Government Counterpart

Mr Abdallah PENE MBAKA JEFFERSON

Gouverneur de la Province de l'Ituri

Signature

Date & Seal

18/05/16



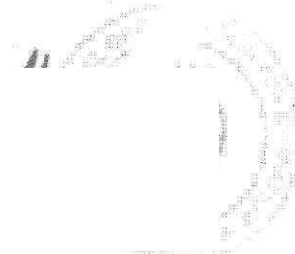
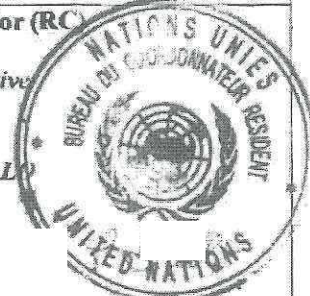
<p>Pour IOM Mr Jean-Philippe CHAUZY, Chef de Mission</p> <p>Signature </p> <p>Date et cachet 16/05/16</p>	
<p>Peacebuilding Support Office (PBSO)</p> <p><i>Name of Representative</i> <i>Signature</i></p> <p><i>for</i> <u>Peacebuilding Support Office, NY</u></p> <p><i>Date & Seal</i></p>	<p>Resident Coordinator (RC)</p> <p><i>Name of Representative</i> Mr Mamadou DIALLA</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date & Seal</i> 16-05-2016</p> 

Table of contents:

Length: Max. 5 pages

- I. Raison des changements du projet et justification**
- II. Prise en compte des leçons apprises**
- III. Activités clefs résiduelles**
- IV. Analyse des risques et stratégies de leur atténuation**
- V. Impact budgétaire**

Nature of change and justification: *This section outlines the nature of the revision being sought and the justification for the change.*

I. Raison des changements du projet et justification

1. Contexte du milieu

Le territoire de Mambasa est une zone peu bénéficiaire des projets humanitaires et de développement. Les autorités et populations locales ont nourri plus d'attentes que le projet ne pouvait répondre. En conséquence, elles ont manifesté une réticence à collaborer pour la mise en œuvre des activités: il a fallu plus de temps et de sensibilisation pour que les autorités et les communautés s'impliquant dans la démarche du dialogue démocratique en tant qu'approche pour la stabilisation.

A deux mois de la fin du projet, les partenaires de mise en œuvre à savoir le PNUD, l'UNESCO, UN-HABITAT et OIM expriment le besoin d'obtenir trois (3) mois supplémentaires, du 1^{er} juin au 31 août 2016, en vue de parachever les activités planifiées et d'assurer un meilleur accompagnement des bénéficiaires ; soit de juin à août 2016. Dans le cas où l'extension sans coût était accordée, l'évaluation finale interviendrait alors au quatrième mois.

Par ailleurs, d'autres raisons internes et externes expliquent le retard connu dans la mise en œuvre. Nous pouvons en épingler notamment les suivantes :

2. La situation sécuritaire

Le regain de l'insécurité a causé l'arrêt des activités du projet entre les mois de Novembre et Décembre 2015. La situation a connu un pic d'insécurité le 13 Novembre 2015 lorsqu'un groupe armé a attaqué le poste d'entrée de la Réserve de Faune à Okapis (RFO), décapité un des gardes et laissé une note de menaces contre les partenaires d'implémentation du projet, en incluant l'intention de kidnapper le personnel international. Suite à ces menaces, le personnel international a été évacué et les efforts principaux de la RFO et ses partenaires se sont alors concentrés sur leur sécurisation. Les activités du projet n'ont pu reprendre que timidement vers la mi-janvier 2016.

Cette situation a provoqué aussi un ralentissement du rythme global de mise en œuvre du projet. Ces retards d'exécution des activités, consécutifs aux interruptions liées à la volatilité de la situation sécuritaire, pourront être résorbés par l'extension du projet du 1^{er} juin au 31 août 2016.

3. Raisons administratives

A peine le projet démarré, certaines agences en l'occurrence UN-HABITAT, n'ont pas su mettre en œuvre les activités planifiées, faute de décaissement en raison de la migration vers UMOJA. Par ailleurs, le processus de recrutement de staff affecté au projet a été

lancé alors que le projet courait déjà. En conséquence, il a pris du temps pour avoir le staff affecté au projet se mettre à l'œuvre.

Le recrutement et le déploiement du staff, de certaines agences se sont étalés entre janvier et mai 2015. Toutefois, pour ce qui est UN-HABITAT, deux des trois agents affectés au projet ont été déployés à partir d'un autre projet qui était en phase de clôture. Le chef de projet a été pris en charge par le projet IRF dès février 2015.

4. Les contraintes logistiques et axes routiers

L'accès physique sur l'axe a été interrompu à trois reprises (une fois en avril 2015 et deux fois en octobre 2015) suite à l'effondrement des ponts Epulu, Talolo et Ndoya. A cela s'ajoute l'éloignement de l'axe d'intervention avec comme le point le plus éloigné Nia Nia, situé à 361 Km de Bunia à parcourir pendant 5 à 10 heures à partir de Bunia).

5. Justifications en termes programmatiques:

Les membres du consortium estiment que les activités proposées ci-dessous, à titre d'information et illustratif, doivent impérativement être poursuivies pour les trois prochains mois au risque de compromettre les acquis et briser la dynamique impulsée par les parties prenantes. Celles-ci comprennent les autorités provinciales et locales, les chefs coutumiers, les services de sécurité et les services techniques ainsi que les populations bénéficiaires (hommes et femmes, jeunes - filles et garçons).

Plus important encore, les activités engagées par les agences et celles à terminer dans la période d'extension doivent nous permettre d'accomplir les résultats escomptés dans l'ensemble du projet et éviter ainsi, tout risque d'arrêter brusquement le projet. Ce sentiment de prudence et de la volonté de capitaliser sur l'élan positif et constructif du consortium, est partagé par les représentants du gouvernement, les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires directs du projet. Cette conviction a été réaffirmée lors des récentes visites conjointes sur le terrain de l'Unité d'Appui à la Stabilisation et les partenaires gouvernementaux.

De façon plus spécifique et pour conforter cette lancée positive du processus multi-agences et en tandem avec les partenaires de mise en œuvre, les justifications de l'extension d'ordres programmatiques portent sur les aspects suivants :

- a. répondre aux besoins exprimés et les préoccupations soulevées par les parties prenantes au projet au cours du 2ème cycle du dialogue démocratique; Il faut souligner à ce titre, que le pilier Dialogue Démocratique concerne les deux (2) partenaires RHA et APEC qui sont responsables de la poursuite et la clôture des activités en souffrance sur ce pilier ;
- b. s'assurer que les processus de médiation sont bien conclus sur la base de compromis scellés qui écartons tous risques de compromettre : i) les relations entre les populations et les institutions de mise en œuvre sur le terrain et ii) les mécanismes de résolutions de

conflits fonciers (conduites par la CFI) auxquels les populations commencent à faire confiance.

- c. poursuivre les activités contribuant à la restauration de l'autorité de l'Etat, de faire le suivi du travail de la police après la formation dédiée à une centaine d'officiers et la remise des bâtiments et équipements pour la rendre la Police d'avantage opérationnelle.
- d. réaliser la conférence inclusive avec les représentants communautaires (incluant les femmes);
- e. continuer d'inculquer aux populations, le réflexe de résoudre les conflits fonciers complexes (entre les communautés) par la voie pacifique et le dialogue, notamment identifiés dont la prise en charge pour certains est en cours et requiert un peu plus de temps pour être parachevée ;
- f. assurer le suivi des cas violences et agressions sexuelles récemment identifiés et dont les dossiers sont en cours de traitement au niveau des instances judiciaires et la prise en charge des victimes exigent un suivi et une remise-reprise aux structures locales compétentes;
- g. garantir les opportunités de relance économique par le renforcement de l'encadrement technique et financier de cent cinquante (150) bénéficiaires (hommes et femmes) des kits d'élevage et les accompagner adéquatement en vue de la réussite de leurs AGR ; et enfin,
- h. travailler dans des conditions favorables pour assurer le succès dans la préparation et la conduite de l'évaluation finale.

II. Prise en compte des leçons apprises :

En sa qualité de facilitateur de la coordination du projet, ONU-Habitat a entrepris une mission de suivi évaluation en fin mars 2016 au cours de laquelle des rencontres ont été organisées avec tous les membres du consortium et les partenaires institutionnels (OIM, UNESCO, ONU-Habitat, FAO, RHA et STAREC) pour le suivi des progrès vers l'atteinte des effets du projet et des contraintes dans la mise en œuvre. La revue de la matrice des résultats de l'ensemble du projet a permis de préciser les indicateurs ; d'identifier les données à collecter pour mieux renseigner les indicateurs et répartir le travail entre les agences pour une responsabilité partagée et pour des résultats collectifs.

Des entretiens avec les bénéficiaires directs et partenaires institutionnels ont plus porté sur leur perception du projet. Les Focus-Groups basés sur les effets du projet et touchant les femmes, les hommes et les membres de la société civile ont permis de brasser des points de vue sur des sujets variés (justice versus médiation à l'amiable ; conditions de vie ; moyens de subsistance ; violences sexuelles, etc.)

Malgré la divergence des perceptions individuelles ; on note une ouverture d'esprit permettant un potentiel à rapprocher les positions. L'exercice des focus groupes et de consultation des informateurs clés a permis à la mission de noter des aspects importants qui pourront alimenter l'évaluation externe du projet. D'une part, les bénéficiaires ont une bonne perception des activités et seraient capables de décrire certains changements positifs, donc des résultats tangibles. D'autre part, le réflexe d'une approche sectorielle et la faiblesse des activités de suivi-évaluation sont des facteurs à améliorer par une approche multi-acteur plus effectif et une coordination plus proactive.

III. Activités clefs résiduelles

Sur la base des leçons apprises et l'importance de certaines activités critiques, la section répertorie et pas façon exhaustive, qui doivent être complétées pour atteindre les résultats escomptés. Il s'agit notamment des activités clefs résiduelles sont les suivantes:

ONU-Habitat

- Compléter l'atelier de renforcement du système d'alerte précoce et de référencement des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles au niveau communautaire, analyse et prise en charge au niveau des antennes de la CFI.
- Concrétiser le rapprochement communautaire et de renforcement de la cohésion sociale entre les communautés Bakulu et Bayaku.
- Finaliser la sécurisation des compromis (obtention des jugements d'expédient) à l'issue de deux audiences foraines (à Mambasa et à Nia Nia)
- Assurer la livraison des équipements de terrain et formation du personnel du cadastre de la brigade foncière de Mambasa
- Atteindre les cibles requis pour le niveau de concertation et rencontres entre les représentants des communautés et la Commission Foncière de la province de l'Ituri

UNESCO

- Compléter la cible de transmission de messages de consolidation de la paix, cohésion sociale, RSA, protection environnement, lutte contre les violences sexuelles et les normes de genre négatives
- Réaliser la conférence inclusive réalisée avec les représentants communautaires, incluant les femmes) ;
- Poursuivre la facilitation du deuxième cycle de Dialogue Démocratique (réunions de suivi) ;
- Continuer avec la diffusion des émissions radiodiffusées à Mambasa et Niania ;
- Organiser le cadre des concertations RFO-Populations Locales (PL) ;
- Réaliser l'atelier de validation des dispositifs de gestion RFO-Autorités Locales (AL).

PNUD

- Conduire la formation des femmes OPJ sur les questions liées aux violences sexuelles ;
- Former des magistrats sur la conduite des procédures judiciaires relatives aux violences sexuelles ;
- Former les journalistes de Epulu, Niania ;
- Appuyer l'organisation des Audiences Foraines du Tribunal de Grande Instance de Bunia et /ou du Tribunal Militaire de Garnison de Bunia à Niania ;
- Appuyer les enquêtes mixtes OPJ/PNC (Magistrats Civils et Militaires) sur l'axe Mambasa – Epulu - Niania ;
- Organiser des séances de sensibilisation des jeunes et leaders communautaires de la zone sur le fonctionnement de la justice avec l'appui de la Clinique Juridique Justice Plus.

OIM

- Assurer le monitoring, l'animation des réunions, le contrôle des activités des partenaires d'exécution à finaliser, les évaluations, les études d'impact avec les deux partenaires d'exécution et le reporting final.
- Poursuivre les activités du Dialogue Démocratique pilier 1, de la Relance économique Pilier 3 sont inhérentes à la présence des partenaires d'exécutions APEC et ACIAR sous contrat avec OIM.

A ce titre, l'extension sollicitée permettra aux acteurs de (d') :

Pilier I

- Organiser le dernier cycle du dialogue qui débouchera à l'organisation de la conférence finale inclusive. Ce nouveau cycle de Dialogue permettra d'aborder les thèmes importants comme, « la sécurité », « L'exploitation des Ressources naturelles », et les « Violences Sexuelles ». Il serait difficile de clôturer le projet sans toucher ces thèmes importants pour le territoire de Mambasa.
- Réaliser des concertations et permettre d'accompagner les structures de dialogue communautaire dans le suivi des résolutions de cette concertation. Cette prolongation va permettre également une implication accrue des autorités dans des aspects très importants comme la validation de certaines dispositions de gestion de la RFO. L'implication des autorités nationales, non prévue initialement, sera une réalité.
- Accompagner les structures Communautaires et les autorités locales dans la mise en place des mécanismes qui vont assurer une continuité des acquis du Projet.
- Organiser des dialogues et des séances de consultations avec les femmes/filles, pour identifier les problèmes à travers les Cases de femmes, finaliser la construction de 6 cases de femmes.

Pilier II

- Finaliser l'appui au parquet de grande instance de Bunia et du tribunal de paix de Mambasa pour leur permettre d'assurer des poursuites des bourreaux de violence sexuelle.
- Organiser des médiations collectives et des cadres de concertation en vue de rapprochement communautaire pour une cohabitation pacifique inter communautaire.
- Organiser des audiences foraines en vue de sécuriser les compromis issus de la médiation par un jugement d'expédient afin de prévenir le rebondissement des conflits fonciers pris en charge par la CFI.

Pilier III

- Finaliser la réinsertion Socio-Economique des femmes et des filles vulnérables par la livraison de 150 Kits pour l'élevage,
- Suivre et accompagner les 600 AGR
- Distribuer des kits non agricoles au reste des bénéficiaires et leur assurer un accompagnement.
- Finaliser le renforcement des capacités des Muso et les préparer à la mise en place des Groupements des MUSO. Préparer les Muso à introduire les activités de refinancement dans leurs fonctionnements.
- Accompagner les bénéficiaires des activités génératrices de revenus (AGR) , épouses des FARDC et PNC et les préparer à la réception de la deuxième tranche de leurs kits.

IV. Analyse des risques et stratégies de leur atténuation

L'analyse des conditions qui ont prévalu au cours de l'exécution du projet et les leçons apprises sur les conditions actuelles de la mise en œuvre, ont permis d'apporter des réponses idoines pour atténuer les risques potentiels.

a. Réponses à la situation sécuritaire

Depuis le déploiement des unités de FARDC (armée) en début 2016 sur l'axe du projet, l'environnement sécuritaire s'est nettement amélioré. Puisque cet axe a été classé d'un niveau relativement sécuritaire, les agences n'ont plus besoin d'escortes militaires pour ces déplacements un convoi de deux véhicules suffit pour effectuer des missions sur le terrain. Cette nouvelle situation a contribué à plus de fluidité dans les procédures de préparation des opérations sur le terrain. Les déplacements sont devenus relativement plus faciles mais le personnel des agences et partenaires de mise en œuvre sont toutefois stricts dans le respect des consignes de sécurité.

A présent, les menaces contre le projet ont été levées, les ONGI et leurs expatriés présents dans la RFO, WCS WCG, continuent à travailler sans contraintes à un rythme normal. Les réunions du dialogue démocratique et les nombreux échanges avec tous les partis prenants du territoire ont amélioré la compréhension vis-à-vis de notre action. Les constructions finalisées ont montré que nous étions matériellement présents, comme cela était souhaité

par la population et les autorités, ce qui a contribué à améliorer l'image du projet et nous a permis de gagner le respect et la reconnaissance de la part de tous, ce qui est un gage d'intégration et donc d'une meilleure sécurité.

b. Réponses aux axes routiers du projet :

C'est une société française Matière, en contrat avec l'état sur l'axe d'intervention, qui a refait tous les ponts à neuf y compris celui à l'entrée de l'ICCN dans la RFO, éliminant le risque de rupture de circulation sur la route RN3. L'axe d'intervention est entretenu par une société chinoise et la saison des pluies est passée, ce qui constitue un facteur positif pour les opérations du projet.

c. Réponses aux processus financier et administratif du projet

L'absence des institutions financières dans la zone d'intervention à Mambasa, Epulu et Niania a été un obstacle majeur pour la réalisation de certaines activités et donc dans la mise en œuvre du projet. Des alternatives ont été trouvées au niveau du PNUD ce qui va permettre de réaliser de façon plus efficace les activités et d'effectuer les paiements en faveur des partenaires et intervenants sur le terrain. En début 2016, le consortium a enclenché une dynamique basée sur une approche multi-acteurs. Celle-ci s'est matérialisée à travers un cadre intégré et harmonisé de collecte de données; de suivi – évaluation et de mesure de rendement du projet dans son ensemble.

De plus, les partenaires nationaux d'exécution sont à jour de leur reporting, les dernières tranches dues, conformément à leur contrat sont versées, il n'y a pas de retards dans la gestion administrative et financière de leur compte.

Les activités de reporting qui doit aboutir sur le rapport du 15 juin 2016, constitue une autre opportunité pour les membres du consortium de fournir de façon concertée, un reportage axé sur les résultats lesquels fondés sur des indicateurs renseignés de façon crédible et participative.

Dans la deuxième phase du Dialogue Démocratique nous avons axé une de nos approches sur l'aspect sécuritaire et la rencontre avec les groupes armés afin de comprendre leur positionnement et effectuer une cartographie exhaustive en vue de rapprocher les belligérants, ce qui devrait contribuer à renforcer la sécurité sur l'axe du projet. Enfin, par précaution dans le planning des activités sur les 3 mois d'extension est prévue une marge de temps de réaction pour faire face aux incidents sécuritaires majeurs imprévisibles.

V. Impact budgétaire

Cette prolongation n'aura pas d'impact sur le budget global; cependant des modifications budgétaires seront effectuées sur les couts du personnel et ceux des opérations. L'extension de trois mois permettrait de combler le retard de trois mois lors du démarrage effectif des opérations

et terminer ainsi les activités qui ne pourront être mises en œuvre avant le 31 mai 2016. Aussi bien pour l'UNESCO, le PNUD, ONU-Habitat et IOM, cette demande d'extension s'accompagne d'une modification budgétaire par rapport à certaines catégories de dépenses.

Il n'y a pas de modifications par rapport au budget reparti par Résultats/Produits (Outcome/Output) mais une affectation de fonds de façon à répondre au besoin additionnel en matière de ressources humaines et des coûts d'opérations afin de faciliter le suivi des activités pendant les trois mois additionnels. Le budget libéré pour ces dépenses proviendra du budget prévu pour des dépenses d'appui direct au projet, dont l'apport d'autres projets de l'UNESCO a permis de combler les besoins.

Table 1: Indicative Project Activity Budget⁴

Outcome/output number	Output name	RUNO(s)	Output budget	Any remarks (e.g. on types of inputs provided or budget justification)
Output 1.1				
Output 1.2				
Output 1.3				
Outcome 2:				
Output 2.1				
Output 2.2				
Outcome 3 :				
Output 3.1				
Output 3.2				
Total ⁵				

***** La logique d'intervention reste la même. Il n'y a aucun changement à ce niveau**

⁴ Project outcomes listed must be those stated in the original project document. If revisions to the outcomes are being requested, please use template 2.2.

⁵ As this is a no-cost extension, the overall total must remain the same as in the approved, original project document.

Table 2: Project budget by UN categories by RUNO⁶

2.1 UNESCO

PBF PROJECT BUDGET – RUNO 1 (add other tables if more than 1 RUNO)			
CATEGORIES	Original Budget (\$US)	Proposed increase/decrease (\$US)	Proposed new budget (\$US)
1. Staff and other personnel	108 335	20 000	128 335
2. Supplies, Commodities, Materials	16 214		16 214
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	10 000		10 000
4. Contractual services	303 000		303 000
5. Travel	33 948		33 948
6. Transfers and Grants to Counterparts			
7. General Operating and other Direct Costs	42 603	-20 000	22 603
Sub-Total Project Costs	514 100	0	514 100
8. Indirect Support Costs*	35 987		35 987
TOTAL	550 087	0	550 087

2.2. UN-HABITAT

PBF PROJECT BUDGET – RUNO 1 (add other tables if more than 1 RUNO)			
CATEGORIES	Original Budget (\$US)	Proposed increase/decrease (\$US)	Proposed new budget (\$US)
1. Staff and other personnel	126 171	25 000	151 171
2. Supplies, Commodities, Materials	125 690	- 25 000	100 690
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	47 500		47 500
4. Contractual services	186 820		186 820
5. Travel	166 200		166 200
6. Transfers and Grants to Counterparts	70 000		70 000
7. General Operating and other Direct Costs	109 950		109 950
Sub-Total Project Costs	832 331		832 331
Indirect costs	58 263		58 263
TOTAL	890 594		890 594

2.3 PNUD

PBF PROJECT BUDGET – RUNO 1 (add other tables if more than 1 RUNO)			
CATEGORIES	Original Budget (\$US)	Proposed increase/ decrease (\$US)	Proposed new budget (\$US)
1. Staff and other personnel	20 000	3 400	23 400
2. Supplies, Commodities, Materials	10 000	-5 000	5 000
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	15 000	-5 000	10 000
4. Contractual services	300 000	-925	299 075
5. Travel	5 000	3 000	8 000
6. Transfers and Grants to Counterparts	10 000	-10 000	0
7. General Operating and other Direct Costs	40 000	14 525	54 525
Sub-Total Project Costs	400 000	0	400 000
Indirect costs	28 000	0	28 000
TOTAL	428 000		428 000

2.4 IOM

PBF PROJECT BUDGET – RUNO 1 (add other tables if more than 1 RUNO)				
CATEGORIES	Original Budget (\$US)	July 2015 Revision (\$US)	Proposed increase/ decrease (\$US)	Proposed new budget (\$US)
1. Staff and other personnel	499,424	499,424	28,368	527,792
2. Supplies, Commodities, Materials	213,000	176,750	(2,164)	174,586
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	25,247	53,497	(1,862)	51,635
4. Contractual services	115,300	130,300	17,381	147,681
5. Travel	9,000	41,900	8,067	49,967
6. Transfers and Grants to Counterparts	819,200	819,200	186	819,386
7. General Operating and other Direct Costs	662,100	622,200	(49,976)	572,224
Sub-Total Project Costs	2,343,271	2,343,271	-	2,343,271
Indirect costs	164,029	164,029	-	164,029
TOTAL	2,507,300	2,507,300	-	2,507,300

⁶ As this is a no-cost extension request, sub-total and total budget must remain the same as in the approved, original project document



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

MONUSCO ITURI/BUNIA OFFICE /STABILIZATION SUPPORT UNIT

Avis de SSU concernant la demande de No Cost Extension pour le Projet PBF-IRF-96

Pour diverses raisons d'ordre sécuritaires, administratives, logistiques, etc., le lancement de la mise en œuvre du projet IRF mise en œuvre par le PNUD, UNESCO, UN Habitat et l'OIM dans le territoire de Mambasa (Ituri) a accusé un retard d'environ trois mois (février 2015 au lieu de décembre 2014), de ce fait, à la date prévue de fin du projet (31 Mai 2016) toutes les activités prévues ne pourront être exécutées.

Aussi, la non-exécution de plusieurs activités clés dans presque toutes les composantes du projet ne pourra qu'avoir un impact négatif sur des acquis fragiles du projet. En effet dans les domaines de la :

- Restauration de l'autorité de l'Etat et du dialogue démocratique (DD), les bénéficiaires et les acteurs pertinents viennent tout juste de s'approprier et d'adhérer à la logique du projet ce qui a eu des résultats positifs. C'est ainsi que la consolidation de ces résultats nécessitent un temps supplémentaire, afin de renforcer les activités de suivi, de sensibilisation, etc. lié non seulement du plan d' action issu des résultats du dialogue démocratique mais aussi à la définition d'une approche pour intéresser et intégrer les groupes armes dans les cycles de dialogue démocratique et de permettre la tenue de la grande table ronde impliquant toutes les parties ciblées par le processus DD y compris les autorités nationales.
- Au niveau des activités de relance économique, les trois mois additionnels permettront de donner le temps à la distribution des kits tant non agricoles qu'agricoles aux derniers bénéficiaires tout en permettant le renforcement des capacités, coaching et le suivi de l'ensemble des bénéficiaires.
- Finalement cette période additionnelle donnera le temps aussi à la mise en œuvre des recommandations issues de la revue interne du projet entreprise en avril 2016 tout en permettant une bonne préparation de l'évaluation finale externe du projet.

C'est au vu de ces différents éléments que le Secrétariat Technique du SSU, à travers son Coordonnateur Provinciale à Bunia, est en faveur de l'extension sans cout sollicité par les partenaires de mise en œuvre.

Préparé et approuvé par	Consultés	Distribution suggérée
Hamadou KODO SOUNNA Coordonnateur Provincial/SSU	UN Habitat UNDP OIM UNESCO	SSU PBSO UN Habitat/UNDP/OIM/UNESCO

30/05/16